

■ VEILLE LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE

Construction.- Modèles types de notice d'information relative au contrat de construction d'une maison individuelle	Page 09
Domaine.- Répartition des responsabilités et des charges financières concernant les ouvrages d'art de rétablissement de voies	Page 10
Financement.- Critères du logement énergétiquement décent	Page 10
Logement.	Page 10
Logement social	Page 11
Outre-mer.- Mesures foncières visant à renforcer le secteur du logement	Page 11
Outre-mer.- Mise en place de l'établissement public foncier et d'aménagement de Mayotte	Page 12
Politique de la ville.- De nouvelles ressources pour l'aménagement du Grand Paris	Page 13
Professions	Page 14
Propriété.- De nouveaux outils de résorption du désordre foncier en Corse	Page 14
Publicité foncière.- Désignation d'un comptable pour assurer la prise en charge et le recouvrement de certaines créances	Page 14
Rural.- Renforcement des prérogatives des SAFER	Page 15
Urbanisme.- Seuil de recours obligatoire à l'architecte pour l'élaboration d'un lotissement	Page 16
Urbanisme.- Instruction des dérogations aux règles d'urbanisme	Page 16
Voies d'exécution.- Délai d'opposition à la proposition de plan conventionnel de redressement	Page 17

■ DÉCISIONS DE JUSTICE

CONSEIL CONSTITUTIONNEL

Fiscalité immobilière.- Dégrèvement de la TFPB en cas de vacance du bien	Page 18
---	---------

COUR DE CASSATION

Bail d'habitation.- Prescription abrégée de trois ans de la loi du 1^{er} septembre 1948	Page 18
Résidence de tourisme.- Information des propriétaires de lots	Page 19

COUR DE CASSATION

Encadrement des loyers.- Refus d'une mise en œuvre expérimentale	Page 20
---	---------

■ PROPOSITIONS ET PROJETS DE LOI

Droit rural.- Proposition de loi relative à la lutte contre l'accaparement des terres agricoles	Page 14
Cadastre.- Assainissement cadastral et résorption du désordre de propriété	Page 15

■ RÉPONSES MINISTÉRIELLES

ASL	Page 21
Bail à construction.- Association conduisant une mission d'intérêt général	Page 21
Cadastre	Page 21
Construction	Page 21
Domaine.- Domanialité publique de locaux modulaires	Page 22
Domaine.- Intégration d'un sentier non cadastré dans le domaine public	Page 22
Fiscalité.- Honoraires d'agence	Page 24
Fiscalité.- Droits de succession et révision du PLU	Page 25
Fiscalité.- Location nue et sous-location meublée : Articulation des régimes fiscaux	Page 26
Logement (aides)	Page 28
Logement social	Page 28
Politique de la ville	Page 28
Propriété.- Statut du tronçon de canalisation situé en aval du compteur d'eau	Page 28
Propriété.- Règlement des frais d'exécution forcée de travaux d'élagage	Page 29
Propriété.- Motifs d'environnement fondant l'exécution d'office de travaux	Page 30
Professions	Page 30
Résidences de tourisme.- Recouvrement de la REOM	Page 30
Rural.- Aliénation d'un chemin rural appartenant à plusieurs communes	Page 31
Urbanisme.- Impact du RNU sur le statut d'un terrain	Page 32
Vente.- Recours à la VEFA pour commercialiser un programme immobilier communal	Page 34
Vente.- La loi Carrez n'a pas vocation à être étendue hors du champ de la copropriété	Page 34
Voies d'exécution.- Vente forcée et conflit d'intérêts	Page 35

■ ÉGALEMENT DANS L'ACTUALITÉ IMMOBILIÈRE

• Bilan parlementaire de la loi ALUR.....	Page 37
• L'accès au logement social des publics modestes et défavorisés	Page 37
• Evaluation des aides à l'accession à la propriété	Page 38
• Bilan de l'action de la DCCRF en 2016 dans le secteur immobilier	Page 38
• Éco-rénovons Paris 2017	Page 38
• Discrimination dans l'accès au logement	Page 39
• Mobilisation du foncier en faveur du logement	Page 39
• Mise en œuvre du droit au logement opposable	Page 40

■ BIBLIOGRAPHIE	Page 42
------------------------------	---------

■ AGENDA	Page 43
-----------------------	---------

SOMMAIRES DE JURISPRUDENCE

Droit foncier privé (février 2017).....	Page 47
Bail commercial (27 janvier – 2 mars 2017).....	Page 50
Bail d'habitation et mixte (février 2017).....	Page 58
Bail rural (février 2017).....	Page 63
Copropriété (février 2017)	Page 68
Société civile immobilière (12 janvier – 8 mars 2017).....	Page 73
Urbanisme et lotissement (février 2017)	Page 80
Vente immobilière (février 2017).....	Page 85
Expropriation (février 2017).....	Page 91
Construction (février 2017).....	Page 96
Droit foncier public (février 2017).....	Page 102

COMMENTAIRE D'ARRÊT

Copropriété	Page 111
-------------------	----------

Le licenciement économique par un syndicat des copropriétaires

Cass. soc., 1^{er} février 2017, n° 15-26.853, publié au bulletin

Gilles Dedessus-Le-Moustier, maître de conférences à l'université de Rennes.

CHRONIQUES

Fiscalité immobilière	Page 115
------------------------------------	----------

SCI : Nouveau cas de location à soi-même

Bruno Pays, professeur à l'INSEEC

Urbanisme	Page 118
------------------------	----------

Peut-on construire sur un emplacement réservé ?

Philippe Boulisset, avocat au barreau d'Aix-en-Provence

Environnement	Page 123
----------------------------	----------

L'obligation réelle environnementale : un objet juridique non identifié ?

Guilhem Gil, maître de conférences à Aix-Marseille Université

Professions immobilières	Page 147
---------------------------------------	----------

Déontologie : de l'auto-régulation à la réglementation

Colette Chazelle, avocat au barreau de Lyon

Indices au 28 mars 2017	Page 161
--------------------------------------	----------